

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 8 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 Lyon

Références : UID4243-DSSP-025-455
Code AIOT : 0010500024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 novembre 2025 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana – Site de SATROD Bd du Puits Charles 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD Bd du Puits Charles 42 230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Borde Matin exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Roche la Molière. La poursuite de son exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 23/02/2018, modifié par un arrêté complémentaire du 14/04/2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	mode bioréacteur - dispositif de réinjection	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.1	Sans objet
9	mode bioréacteur - programme de maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.2	Sans objet
10	mode bioréacteur - registre de suivi	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence de PFAS a été identifiée dans les lixiviats traités de l'installation de stockage. Dans ce cadre, l'exploitant doit définir un plan d'action décliné selon 3 axes :

- l'investigation : rechercher les raisons de la présence des PFAS dans les rejets,
- la suppression / réduction : agir pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS,
- la surveillance : vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux.

L'exploitant n'a pas souhaité s'engager dans un plan d'action en l'absence d'objectif clair en matière de réduction et/ou suppression définis par la réglementation.

L'exploitant n'étant pas utilisateur ou producteur de PFAS, la suppression/réduction de la présence des PFAS dans ses rejets ne pourra passer que par le traitement. Les investissements pour ce faire sont conséquents et il ne souhaite pas engager de tels investissements en l'absence de cadrage réglementaire.

Pour autant, l'ISDND figure parmi les plus gros émetteurs en PFAS de la région du fait de leur présence dans les lixiviats, relativement habituelle sur ce type de rejets. L'inspection prévoit donc de lui prescrire des campagnes de suivi des rejets d'une part, l'amélioration de la performance du traitement des lixiviats sur site, d'autre part, afin de limiter le transfert de PFAS dans le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats des campagnes d'analyses ont été transmis par l'intermédiaire de l'application GIDAF. Une erreur d'unité qui avait été préalablement identifiée a été rapidement corrigée. Le débit journalier indiqué dans la déclaration correspond au volume mensuel divisé par le nombre de jour du mois (interprétation groupe SUEZ).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 – Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les résultats d'analyse des 3 campagnes pour le paramètre PFOS montrent que la valeur limite d'émission est respectée (résultats < LQ).

Ce paramètre est par ailleurs suivi dans le cadre de l'autosurveillance de l'installation dans les lixiviats traités. Le résultat est également inférieur à la limite de quantification (0,1 µg/l).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Le site n'utilise et ne produit pas de substances PFAS. L'exploitant n'a donc pas établi de liste des substances PFAS.

L'ensemble des substances visées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation a donc été recherché dans le cadre des campagnes d'analyses soit 28 substances.

Les résultats d'analyses montre un flux moyen journalier de PFAS de 1,9 g/j et un flux moyen journalier d'AOF de 2,65 g/j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution

des prescriptions préalablement édictées.
Constats : L'exploitant indique qu'en l'absence d'objectif réglementaire en termes de pourcentage de réduction et/ou de concentration de rejet, il ne peut s'engager dans la définition d'un plan d'action. Des investigations ont néanmoins été menées au niveau des lixiviats et de l'installation de traitement des lixiviats pour affiner la connaissance sur l'abattement effectué. Les informations transmises post-inspection sont reportées en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Produire un plan d'action de réduction/suppression des émissions de PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : – prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique qu'en l'absence d'objectif réglementaire en termes de pourcentage de réduction et/ou de concentration de rejet, il ne peut s'engager dans la définition d'un plan d'action. Des investigations ont néanmoins été menées au niveau des lixiviats et de l'installation de traitement des lixiviats pour affiner la connaissance sur l'abattement effectué. Les informations transmises post-inspection sont reportées en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Produire un plan d'action de réduction/suppression des émissions de PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée :

<p>L. 110-1 :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 /</p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'en l'absence d'objectif réglementaire en termes de pourcentage de réduction et/ou de concentration de rejet, il ne peut s'engager dans la définition d'un plan d'action.</p> <p>Des investigations ont néanmoins été menées au niveau des lixiviats et de l'installation de traitement des lixiviats pour affiner la connaissance sur l'abattement effectué. Les informations transmises post-inspection sont reportées en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Produire un plan d'action de réduction/suppression des émissions de PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective</p>

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> – respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; – gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'autre campagne d'analyse des PFAS dans ses rejets à l'issue des 3 campagnes prescrites par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Seul le PFOS, suivi dans le cadre de l'autosurveillance du site dans les lixiviats traités, fait l'objet de résultats d'analyses.</p> <p>Considérant les niveaux de rejets constatés lors des 3 campagnes réalisées en application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, il apparaît indispensable qu'une surveillance régulière des rejets</p>

<p>soit mise en place.</p> <p>La présence ou l'absence de PFAS dans les eaux souterraines devra également être vérifiée compte-tenu des caractéristiques du casier A.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La surveillance des PFAS dans les lixiviats traités et dans les eaux souterraines sera prescrite par APC.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective</p>

N° 8 : mode bioréacteur – dispositif de réinjection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les casiers contenant des déchets biodégradables peuvent être équipés des dispositifs de réinjection des lixiviats.</p> <p>L'aspersion des lixiviats est interdite.</p> <p>Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.</p> <p>Les lixiviats ne sont jamais réinjectés dans des casiers dédiés au stockage des mono-déchets.</p> <p>Les lixiviats ne sont réinjectés que dans un casier dans lequel il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.</p> <p>Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.</p> <p>Chaque réseau d'injection peut être isolé hydrauliquement et équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.</p> <p>Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.</p> <p>Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les casiers exploités en mode bioréacteur (C1 à C5) sont équipés d'un dispositif de réinjection des lixiviats.</p> <p>Le lixiviat brut est relevé depuis le bassin intermédiaire de stockage des lixiviats vers une cuve de 10 m³ située en point haut sur le casier C1.</p> <p>L'injection des lixiviats est réalisée en gravitaire à partir de cette cuve vers une canalisation principale qui alimente des drains sous la couverture des casiers.</p> <p>Cette canalisation est sectionnée par des vannes permettant de diriger les lixiviats vers le drain du casier à alimenter. Chaque drain dispose également d'une vanne de sectionnement.</p> <p>La totalité du volume de la cuve de lixiviats est injecté dans un seul drain par l'intermédiaire de la fermeture / ouverture des vannes de sectionnement sur la canalisation principale et les drains.</p> <p>Un manomètre situé au point bas de la canalisation principale permet de vérifier qu'il n'y a pas de dysfonctionnement : une augmentation de la pression au niveau du manomètre signifie que le drain n'est pas correctement alimenté.</p>

Les opérations sont réalisées sous la surveillance des opérateurs (contrôle visuel de la cuve, de la canalisation principale, du manomètre).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : mode bioréacteur – programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'un casier exploité en mode bioréacteur, l'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Constats :

Un contrôle est réalisé avant chaque opération : l'opérateur s'assure du bon remplissage de la cuve depuis le bassin de stockage des lixiviats et du bon état des équipements avant d'alimenter un drain (canalisation principale, manœuvre des vannes, manomètre). Lorsqu'un problème est détecté, il fait l'objet d'un report sur le fichier de suivi du mode bioréacteur (cf point suivant).

En l'absence de problème, aucune indication n'est reportée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : mode bioréacteur – registre de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.2.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation gérée en mode bioréacteur tient à jour un registre sur lequel il reporte quotidiennement, outre les informations précisées à l'article 10.2.3.1 les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et le contrôle de l'humidité des déchets entrants.

Lorsqu'un casier est exploité en mode bioréacteur, la composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants sont analysés : pH, DCO, DBO₅, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres et phénols.

Constats :

Un fichier de suivi est tenu à jour lors de chaque opération de réinjection. Ce fichier contient les informations suivantes :

- semaine au cours de laquelle est réalisée l'opération,
- drain du casier alimenté,

- volume de lixiviats (volume de la cuve 10m³),
- remarque/anomalie.

Il est réalisé 2 à 4 opérations par semaine.

Les casiers exploités en mode bioréacteur sont fermés et ne reçoivent plus de déchets.

La composition du lixiviats est contrôlé tous les mois dans le cadre de l'autosurveillance du site (lixiviats bruts réinjecté identique à celui traité à la station).

Type de suites proposées : Sans suite